

**Afrique - Développement - Lutte
contre le terrorisme - Climat -
Discours de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, lors de la séance
inaugurale du Forum Africa 2017
(Abidjan, 02 octobre 2017)**

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Vice-Président, Cher Daniel Kablan Duncan,

Messieurs les Présidents des commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'entreprises,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui à Abidjan, pour les rencontres Africa 2017. Votre assemblée réunit cette année à Abidjan, puis à Tunis et à Nairobi, plusieurs centaines d'entreprises africaines et françaises ; c'est le signe fort de l'intérêt que nos acteurs économiques se portent ; c'est la marque de leur volonté commune de développer les relations d'affaires et, de cette manière, de sentir au plus près battre le pouls des économies et des sociétés africaines.

Je tenais à être ici, moi aussi, de percevoir concrètement cette réalité. Je me réjouis d'avoir l'occasion, après mon intervention, de m'entretenir avec certains d'entre vous, avant d'aller à la rencontre des autorités ivoiriennes.

Notre dialogue avec la Côte d'Ivoire comme avec l'ensemble de nos partenaires du continent est constant, à la mesure de l'amitié historique qui unit la France et l'Afrique. Ma conviction, c'est que nous devons maintenir ce dialogue actif en tout temps, au-delà des tensions passagères qui peuvent parfois avoir lieu. C'est de cette manière que nous nous donnons les moyens de dépasser ces moments d'incompréhension. Nos entreprises sont justement un acteur majeur de cette volonté de dialogue continue. «Entreprendre», ce mot dit bien cette capacité de ne pas s'arrêter aux premières difficultés venues, de chercher à mieux comprendre pour bâtir des partenariats solides, faits de confiance et de respect mutuels. C'est le propre et le devoir de la diplomatie française d'accompagner ces relations d'affaires et d'aider à bâtir l'environnement propice à leur épanouissement dans la durée. La diplomatie économique est au coeur de mon action et vous pouvez être assurés de ma mobilisation sur ce sujet.

Mesdames et Messieurs,

Ce n'est un secret pour personne, l'Afrique regorge d'atouts et d'opportunités. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec une croissance moyenne supérieure à 5% sur la dernière décennie, le continent africain représente un potentiel économique majeur. Des locomotives telles que la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie ou la Tanzanie ont affiché une croissance supérieure à 6% en 2016.

Malgré un ralentissement conjoncturel observé depuis 2014, des dynamiques de fond sont bel et bien à l'oeuvre sur le continent ; elles représentent autant de défis politiques, économiques et sociétaux pour lesquels nous devons trouver ensemble, acteurs publics et privés, par le dialogue et la concertation, les solutions africaines du XXI^e siècle.

Ces défis, vous les connaissez : une urbanisation de plus en plus rapide, une importante croissance démographique, l'émergence d'une forte classe moyenne, mais aussi des entrepreneurs dynamiques et pleinement intégrés dans les réseaux d'affaires internationaux et dont la voix porte de plus en plus fort dans les enceintes économiques, par ailleurs, un effort d'équipement sans précédent dans les infrastructures de transport, les réseaux numériques et les énergies renouvelables ; enfin, je ne l'oublie pas, la mise sous tension des financements extérieurs.

Selon les définitions retenues, la classe moyenne africaine représente 143 à 370 millions de personnes. C'est à la fois beaucoup et très peu à l'échelle du continent. C'est en tout cas un enjeu décisif car part majeure du potentiel de l'Afrique réside dans ce chiffre surtout quand on sait qu'il pourrait tripler d'ici une vingtaine d'année pour passer à 900 millions de personnes en 2040 ! Sous l'effet de la révolution numérique, l'apparition de cette classe moyenne entraîne de nouvelles formes de consommation et de distribution. Preuve de cela, la consommation intérieure a aujourd'hui dépassé les exportations de matières premières comme moteur de croissance sur le continent. Comme vous le savez, la plupart des gouvernements africains a engagé de vastes plans d'investissements publics pour favoriser un développement inclusif et endogène. Les besoins importants qui en découlent constituent autant des opportunités de marchés que des clés de l'émergence.

Mais cet optimisme ne doit pas occulter les défis que nous avons à relever ensemble. Le premier défi se joue bien sûr sur le plan sécuritaire. Nombre de nos partenaires sont régulièrement frappés par le terrorisme, comme en témoignent les attentats de Grand Bassam en mars 2016 ou plus récemment à Ouagadougou, les attaques récurrentes au Sahel et sur le pourtour du Lac Tchad. Nombre de pays africains sont confrontés au même phénomène rampant du terrorisme que nous connaissons aussi en Europe ; le terrorisme se nourrit des trafics et de la désespérance de notre jeunesse pour commettre ses crimes, sous couvert d'idéologie ou de religion. Je ne m'étendrai pas aujourd'hui sur la nécessité d'une réponse sécuritaire coordonnée contre cette menace pour assurer la stabilité et la sécurité de tous. La France s'y est fermement engagée, vous le savez ; elle le restera, aux côtés de ses partenaires africains, pour renforcer leurs moyens d'action et leur capacité à protéger les populations civiles, et réduire jusqu'à l'extinction les groupes armés terroristes. À cet égard, l'initiative du G5 Sahel prise en février dernier doit être saluée : il importe, comme vous le savez, d'agir résolument en faveur du soutien international que nous pourrons lui apporter collectivement,

afin d'assurer sa montée en puissance. C'est l'instrument indispensable de la paix et de la sécurité dans la région.

Le deuxième défi se joue sur le plan climatique. Les inondations qui ont détruit des quartiers entiers de Freetown, faisant malheureusement près d'un millier de victimes le 14 août dernier, en sont une illustration tragique. Les effets du changement climatique sur la désertification ou la recrudescence de grandes catastrophes météorologiques nous concernent tous. Nous en paierons un prix d'autant plus élevé que nous ne nous serons pas engagés suffisamment tôt pour en maîtriser les effets, non seulement sur les pays les plus exposés mais aussi de façon globale. C'est précisément l'enjeu prioritaire du Sommet de Paris qui aura lieu le 12 décembre prochain : maintenir une mobilisation forte autour de la pleine mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat, en parfaite complémentarité avec les négociations en cours au sein de la Conférence des Parties. Un autre enjeu majeur du Sommet sera également de travailler aux différentes solutions de financement : dans ce domaine, nous devons être au rendez-vous des besoins d'adaptation et de transformation de nos économies.

Le dernier défi est celui de la construction d'une croissance soutenable, suffisamment forte et riche en emplois pour absorber les mutations démographiques en cours. Ce chantier est entre nos mains. Il implique de la part des pouvoirs publics une attention particulière aux différents moteurs de la croissance : je pense à l'investissement productif, dans les infrastructures et les services publics - et ces investissements sont attendus par les populations comme par les investisseurs -, je pense à l'éducation, à la santé, et à la sécurité. La liste n'est pas close. Relever le défi de la croissance exige également d'agir pour maîtriser à la fois l'endettement et l'inflation. Il exige enfin, dans nombre de pays, de poursuivre un dialogue actif pour résoudre les difficultés que rencontre le monde des affaires dans l'accès aux financements privés, pour assurer la modernisation du secteur bancaire, pour garantir le rapatriement des dividendes et pour agir contre la corruption qui mine trop souvent l'économie.

Face aux enjeux majeurs d'une croissance riche en emploi et sécurisée, vous l'avez compris, les pouvoirs publics ne peuvent relever seuls les défis qui sont encore immenses, y compris dans nombre d'économies émergentes du continent. Le secteur privé peut et doit jouer un rôle majeur. D'ailleurs, il souhaite y être associé ; c'est la garantie d'un développement durable parce que fondée sur une économie diversifiée et faisant intervenir les acteurs locaux.

L'émergence ne peut se construire qu'avec les populations. Encourager nos peuples à créer, à inventer ensemble, avec toute la force que permet leur diversité, c'est la mission que nous devons nous donner pour relever le défi d'une croissance créatrice d'emplois, fondée sur un usage raisonné des ressources naturelles, et respectueuse de l'environnement.

L'émergence doit apporter des perspectives d'avenir à la jeunesse, elle qui représente l'avenir. Elle a déjà prouvé sa capacité de résilience ; elle est un acteur des mutations économiques et sociales en cours sur le continent, avec son sens de l'innovation dans de nombreux domaines, l'agriculture, la santé, l'environnement, l'éducation. Faisons confiance à la jeunesse, à son désir de transformation.

Les diasporas ont également un rôle essentiel dans ce processus. Elles représentent plus de 2 millions de ressortissants en France. C'est un vecteur essentiel de notre partenariat avec

l'Afrique dont nous n'avons pas encore pris toute la mesure. Le double héritage culturel, le poids démographique, la vitalité économique, tous ces facteurs font des diasporas un accélérateur de l'émergence de l'Afrique. Là encore, un chiffre suffit à exprimer cette réalité : 32,5 milliards d'euros sont envoyés par les diasporas du monde en Afrique. Ils représentent dix fois plus de fonds que l'aide publique internationale au développement !

À l'heure des grands bouleversements économiques à l'échelle mondiale, à l'heure d'une concurrence accrue, emmenée notamment par la transition numérique, la France et l'Afrique font face à la même nécessité de s'adapter, et d'innover. Avec l'ingéniosité de notre jeunesse, nous avons tout intérêt à profiter de la proximité géographique, culturelle et historique qui nous lie, pour écrire l'avenir ensemble et relever les défis du XXI^e siècle.

Notre responsabilité, à nous pouvoirs publics, c'est d'encourager des partenariats franco-africains innovants et porteurs de croissance. Nos entreprises possèdent des savoir-faire croisés, des compétences et des technologies qui sont complémentaires, notamment dans la santé, le numérique, les énergies renouvelables, la formation, la distribution, la ville durable, la gestion déléguée ou encore les partenariats publics-privés.

Le regroupement de nos entreprises par secteur a déjà permis de faciliter les synergies et de proposer des offres intégrées : je pense au French Tech Hub du Cap, au Club ENR Afrique de l'Est et océan Indien, au Club ville durable d'Abidjan. Le positionnement d'entreprises françaises sur des projets tels que le TER de Dakar au Sénégal - pour 772 millions d'euros -, la ferme éolienne de Lüderitz en Namibie - pour 750 millions de dollars -, ou encore le barrage Ruiru II au Kenya - pour 175 millions d'euros -, tous ces projets illustrent notre capacité à proposer des offres intégrées qualitatives, accompagnées de solutions de financement innovantes et responsables, avec des prêts du Trésor français, des prêts souverains concessionnels de l'Agence française de développement (AFD), avec le financement directs des entreprises ou des crédits commerciaux de Bpifrance, en lien avec les pays d'accueil, mais aussi des partenaires étrangers. Pour ne citer qu'un exemple, les travaux du plus grand parc solaire d'Afrique de l'Ouest, inauguré en juin dernier, ont été réalisés au Sénégal par l'entreprise française «Solaire direct», conjointement avec 9 compagnies internationales et 19 entreprises sénégalaises.

Nos entreprises, enfin, mettent un point d'honneur à développer leur responsabilité sociale et à travailler selon des normes éthiques.

Quelque 40.000 entreprises françaises exportent actuellement en Afrique. Les PME et les ETI, en particulier, doivent être accompagnées par les pouvoirs publics via des dispositifs de soutien et des mécanismes de garantie mis en oeuvre par les opérateurs du commerce extérieur (Bpifrance, Business France, Proparco, les Ambassades). Des efforts ont été réalisés pour améliorer la coordination de l'ensemble des acteurs, publics, mais aussi des acteurs privés, sous l'impulsion de la diplomatie française : je pense à la lettre d'information «Objectif Afrique», à création d'un «Groupe de coordination Afrique» et du «Comité des opérateurs en Afrique». De façon globale, et cela concerne bien sûr l'Afrique, je souhaite pour nos entreprises exportatrices la mise en oeuvre d'un guichet régional unique au départ guichet et d'un guichet unique à l'arrivée, piloté par les services de nos Ambassades. C'est de cette manière, lisible et cohérente que nous agirons de façon efficace pour favoriser les relations économiques et commerciales entre nos pays.

Monsieur le Vice-Président, vous étiez à Paris l'année dernière à la même période, pour l'ouverture de la première édition de ce forum : elle réunissait près de 3.000 chefs d'entreprises d'Afrique et de France. Je me félicite que cette année donne l'occasion à nos entreprises françaises d'échanger ici avec celles qui forment le tissu économique de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, avant de partir, dès jeudi, vers d'autres horizons régionaux. Outre les liens fructueux qui seront tissés à cette occasion, je sais que ce forum permettra également de lutter contre une certaine frilosité qui caractérise encore nos investisseurs. Se rencontrer, pouvoir échanger de vive voix, c'est la meilleure manière de faire taire certains préjugés en faisant connaître les dynamiques à l'oeuvre sur ce continent. Je souhaite un plein succès aux rencontres Africa 2017 et je ne doute pas qu'il sera au rendez-vous. Je vous remercie./.